

COP 21 : le gouvernement sourd aux demandes de la société civile

Par [Juliette Rousseau, Porte-Parole de la coalition Climat 21](#) — 22 octobre 2015 à 16:41

Le silence du gouvernement face aux demandes de 130 organisations compromet les conditions dans lesquelles des dizaines de milliers de représentants de la société civile mondiale vont participer à la Conférence climat dans quelques semaines.

Dans moins de six semaines se tiendra au Bourget le 21ème sommet des Nations Unies sur les changements climatiques, la COP21. Près de 40 000 personnes y sont attendues, des délégations venues de 196 pays différents s'efforceront de trouver des solutions pour lutter contre le dérèglement climatique. Pour la France il s'agit d'un enjeu considérable : la COP21 est le plus grand rassemblement diplomatique jamais accueilli par le pays tandis qu'à l'échelle internationale il représente une étape-clé des négociations sur le climat. Tour à tour, ces derniers mois, différents membres du gouvernement ont appelé de leurs vœux la mobilisation de la société civile à cette occasion. Ainsi lors de la cérémonie officielle «Go COP21» organisée à l'Élysée le 11 septembre dernier, François Hollande déclarait-il devant un parterre d'ONG et de représentants syndicaux que «tout dépendra bien sûr de la capacité, de la volonté des Etats, mais aussi de la force des peuples, des mouvements que vous représentez».

La Coalition Climat 21 s'est effectivement constituée sur l'idée que les changements majeurs et indispensables pour répondre aux enjeux du dérèglement climatique ne seront possibles sans une mobilisation large et durable de la société. Cette coalition regroupe aujourd'hui 130 organisations, des syndicats aux ONG, en passant par les mouvements sociaux, les jeunes ou les groupes de foi. Nous nous sommes donnés pour objectif de préparer des mobilisations citoyennes massives en décembre. Pour cela, nous devons faciliter la participation de toutes celles et ceux qui souhaitent exprimer leur inquiétude et leur volonté de changement, qu'ils soient invités de la conférence officielle ou non. Nous agissons sur tous les terrains : celui de l'emploi, celui de l'environnement, celui de la solidarité mais aussi ceux de l'éducation et des spiritualités. Nous avons à cœur de défendre une société moins inégalitaire, à l'abri des ravages du climat et du modèle de développement qui les perpétue, et nous sommes déterminés à mettre l'ensemble de nos forces au service d'un mouvement durable pour la justice climatique.

Depuis près de deux ans nous préparons donc différentes mobilisations, dont une grande marche pour le climat à Paris le 29 novembre, en amont de l'ouverture du Sommet officiel, deux espaces de rencontres et de débats ouverts au grand public ainsi qu'une journée de mobilisation de masse à l'issue du Sommet, le 12 décembre. Ces différents temps donneront à voir la diversité de nos approches tout en nous permettant d'élargir et de renforcer le mouvement populaire en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique et ses causes. Ils seront aussi l'occasion d'accueillir à Paris les dizaines de milliers de personnes venues du monde entier qui se sentent également concernées. Les Européens d'abord, pour lesquels le déplacement est le plus facile, mais également des représentants des pays du Sud, ceux qui sont aujourd'hui les plus affectés par la crise climatique.

Pour ouvrir ces larges espaces d'expression, nous avons besoin que le gouvernement réponde à nos demandes. Celles-ci sont simples : un trajet emblématique au cœur de Paris pour la marche du 29 novembre, des hébergements pour les dizaines de milliers de personnes qui convergeront vers la capitale, mais aussi des visas pour celles et ceux qui, venant des zones les plus impactées par le dérèglement climatique, souhaitent venir témoigner et participer à ce moment historique.

À ce jour, le gouvernement reste sourd à nos demandes. Nous l'appelons à traduire ses engagements en actes : à quelques semaines de l'ouverture de la conférence, ce silence compromet les conditions dans lesquelles des dizaines de milliers de représentants de la société civile mondiale vont participer à la mobilisation. Pire, il fait douter de la sincérité du gouvernement lorsqu'il dit souhaiter une mobilisation citoyenne d'envergure sur le climat. Il n'y aura pourtant pas d'avancées majeures dans la lutte contre le dérèglement climatique et ses causes sans prise en compte des mouvements citoyens dans toute leur diversité.

Associations membres de la Coalition Climat 21 :

350.org, ACF - Action Contre la Faim, Actionaid, AderOC décroissance, Agenda 21 Afrique – A21A, Agir pour l'Environnement, AITEC – Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs, Agrisud, ALDER – Climat Energie, ACIPA, Alofa Tuvalu, Alternatiba, Altertour, Les Amis de la Terre, Les Amis d'Enercoop, les Assises musulmanes de l'Ecologie, Association Espace Vision, Artisans du Monde, Association des Médecins Français pour la Prévention de la Guerre Nucléaire – AMFPGN, Association des Populations de Montagnes du Monde, Association 4D, ATTAC, Attention Chantier, Avaaz, Bloom, Bizi !, Blue Energy, Brahma Kumaris, Campaign Against Climate Change, CARE, CARI, Collectif Mantois et Climat, Connected by Nature, CCFD- Terre Solidaire, CFDT – Confédération Française Démocratique du Travail, CGT, CLER - Réseau pour la transition énergétique, Coalition Eau, Collectif Roosevelt, Coordination Eau Île-de-France, Coordination SUD, Confédération Paysanne, Collectif pour une Transition Citoyenne, Collectif pour les droits des femmes, Chrétiens Unis pour la Terre, CREAQ – Centre Régional d'Eco-énergétique d'Aquitaine, CRID – Centre de Recherche et d'Information pour le Développement, CIWF France, CliMates, CISP, Coeur de Forêt, Comité de Solidarité avec les indiens des Amériques, CSP75, Désobéir, Droit humain France, EEUDF – Eclaireurs et Eclaireuses Unionistes de France, Effet de Serre Toi-Même Association, Emmaüs – France, End Ecocide on Earth, Eclaireuses et éclaireurs unionistes de France, Énergie Partagée, Fédération protestante de France, FNE – France Nature Environnement, Forum pour une Nouvelle Gouvernance Mondiale, Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, Fondation Danielle Mitterrand - France Libertés, FSU – Fédération Syndicale Unitaire, France Amérique Latine, Geres, Green Cross France & Territoires, Greenpeace, Grand Orient de France, HNNE – Haute Normandie Nature Environnement, Humanité et Biodiversité, L'Heureux Cyclage, Institut Momentum, Jeunes Amis pour la Terre, J'aime le vert, Je vote pour le Climat, Justice et paix, LGBTI pour le Climat, Ligue des droits de l'Homme, Le mouvement de la Paix, Les Petits Débrouillards, LPO – Ligue pour la protection des Oiseaux, la Marche Mondiale des Femmes, Mouvement Utopia, le MRAP, MRES, Max Havelaar France, Nature Rights, Negawatt, The Noise, Oxfam France, Oui à la Transition, Oui Share, Our Voices, Pax Christi, Peuples solidaires, POC21, Plateforme pour le Commerce Equitable, RAC – Réseau Action Climat, REFEDD – Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable, Réseau Ecole et Nature, Réseau Féministe Ruptures, Réseau Foi & Justice Afrique – Europe, Réseau IPAM, Réseau Sortir du Nucléaire, Réseau Gubbio, Réseau Ecole et Nature, Respaix Conscience Musulmane, Ritimo, Scouts et Guides de France, Secours Catholique Caritas France, Semaine de la Solidarité internationale, Sciences Citoyennes, Solidarité Asso, Stop Gaz de Schiste ! (Ni ici ni ailleurs), Students for Climate, TACA – Taxe Carbone avec Redistribution, Association Terre et Liberté pour Arauco, Union Syndicales Solidaires, UNEF, VECAM, WWF, YMCA France, Zéro Waste France.